

Cher-e camarade

l'ordre du jour de notre assemblée départementale porte sur l'élection européenne de juin 2024.

Le conseil national du 9 septembre propose une feuille de route soumise à la réflexion des communistes.

Il nous est proposé pour ces élections européennes de conduire avec Léon Deffontaines une liste ouverte, large, celle d'une gauche populaire, sociale et républicaine, avec toutes les forces et personnalités qui partagent notre ambition pour bousculer le débat européen que Renaissance et le Rassemblement national voudrait imposer entre néolibéralisme et xénophobie.

Le conseil national souhaite par cette ambition qui vous est présentée de réaffirmer le vote PCF comme un vote de classe parmi les catégories populaires (ouvriers, employés, petits fonctionnaires), avec un discours offensif sur les questions de l'affrontement capital-travail, de répartition des richesses, de pauvreté et d'emploi, et en construisant une liste représentative du mouvement de l'intersyndicale de cette année et des combats nationaux et européens de différents secteurs, énergie, transports, recherche, enseignement, agriculture, santé, jeunesse, toutes les questions transverses à la transition écologique

Tout d'abord permettez-moi de faire un état des lieux.

Les prochaines élections européennes se tiendront dans 8 mois.

A 8 mois de ces échéances, nous commençons à avoir une vision précise des différentes forces en présence pour ces élections.

Vous l'avez probablement vu, Jordan Bardella a annoncé sa volonté de tirer la liste du Rassemblement national. Renforcé par le score de Marine Le Pen et l'arrivée de 89 députés du Rassemblement national à l'Assemblée nationale, le parti d'extrême droite est crédité pour l'heure à 25 % des intentions de vote dans les sondages. C'est au dessus des 21% des sondages à la même date pour les élections de 2019. Le projet du RN sur l'Europe a beaucoup évolué ces dernières années, ils ne se construisent plus autour d'un Frexit et bénéficient aujourd'hui de liens européens visant à défendre une Europe civilisationnelle devant se protéger face au flux migratoire.

Cela implique bien évidemment, de dénoncer leur projet xénophobe. Mais pour mettre le RN en échec, nous devons en priorité les mettre face à leurs contradictions en déconstruisant l'idée usurpée que le RN serait le parti des travailleurs. Ses votes à l'AN, ses liens avec les partis européens, ses maires n'ont de cesse d'agir contre l'intérêt des travailleurs. Mais, nous devons garder en mémoire que le vote ouvrier a toujours existé à droite et que la dérive à droite contribue au vote ouvrier à l'extrême droite. Je ne m'étendrai pas plus sur ce sujet complexe du vote ouvrier lié aussi à la désindustrialisation du pays.

Eric Zemmour a annoncé la candidature de Marion Maréchal-Le Pen en tête de liste de son parti. Bénéficiant d'une bonne couverture médiatique, Marion Maréchal est pour l'heure créditée pour sa part aux alentours de 6 %/7 %, Reconquête pourrait bien faire son entrée au Parlement européen, ce qui se traduirait par une hausse considérable de moyens pour ce parti. Cette annonce s'inscrit alors même que la Cour de cassation a cassé la décision de la Cour d'appel de Paris concernant des propos révisionnistes d'Eric Zemmour

sur la collaboration. Cette nouvelle décision de la Cour de cassation et donc cette probable nouvelle condamnation d'Eric Zemmour devrait nous inviter à renouveler notre proposition d'inéligibilité pour les personnes condamnées pour incitation à la haine raciale et antisémitisme. Les propos de haine n'ont rien à faire sur l'espace public, ni dans quelque campagne électorale.

LR peine à se réinviter suite à la défaite de Valérie Pécresse de 2022. Une liste LR est créditée de 8%, correspondant à son résultat de 2019

La majorité présidentielle avance quelques noms et va probablement être la dernière force politique à annoncer sa tête de liste. Leur projet européen est clair : défense des traités, faire figure de bon élève à Bruxelles et passer à l'étape supérieure pour le couple franco-allemand que les Allemands ne souhaitent plus.

J'en viens à la situation à gauche.

Au début de l'été, les écologistes ont désigné Marie Toussaint comme tête de liste. Les écologistes ont le mérite de la clarté et la cohérence politique pour ces élections européennes.

Ils conservent le même projet, d'une part de l'accélération d'intégration européenne, avec comme objectif une Europe fédérale et la défense d'un modèle décroissant, bien qu'il ne le qualifie pas comme cela de sortie du nucléaire. Ce parti ne semble pas capable de dépasser ses multiples contradictions sur les questions environnementales, ce qui pourrait leur porter préjudice à l'avenir. Ils sont aujourd'hui crédités entre 8 et 10 %, éloignés des 13 % de Jadot, mais au dessus des sondages de 2018 5%. L'Union européenne est en train de discuter actuellement d'un retour aux règles austéritaires et du pacte budgétaire et regarde à modifier les règles de vote pour un fédéralisme renforcé.

Le Parti socialiste a également annoncé sa volonté de mener une liste autonome et devrait entériner ce choix le 5 octobre, par un vote des militants. Selon toute vraisemblance, Glucksmann devrait mener cette liste, il est crédité à une dizaine de pourcents également. Il était crédité de 4,5%

Glucksmann va structurer sa campagne autour de l'élargissement de l'UE, notamment à l'Ukraine, la préservation de l'OTAN.

La France insoumise cherche à enjamber cette élection pour ne pas remettre en cause le rapport de force issu des dernières élections présidentielles. Après avoir lancé en orbite Ségolène Royal, ils ont finalement rétro-pédalé et mettent la pression à Marie Toussaint et EELV pour faire une liste commune, en contradiction totale avec le projet politique qu'ils ont soutenu et porté sur l'Europe durant ces dernières élections. Ils utilisent aujourd'hui les organisations de jeunesse pour faire pression en faveur d'une liste unique. Cette liste unique de la Nupes est créditée à 25 % des intentions de vote. Soit un score similaire à celui de 2022. Malgré la mobilisation contre la réforme des retraites qui auraient dû être profitable à gauche, la Nupes n'a pas progressé, pire aujourd'hui le RN a une meilleure image aux yeux des français que la Nupes. Porter une liste unique lors des élections européennes probablement écologiste et fédéraliste au vu des demandes de la FI entérinerait le décalage entre la gauche et les classes populaires. La France du Non au TCE, celle victime des traités européens ne se trouverait pas dans ce projet et se tournerait soit dans l'abstention, soit dans un vote d'extrême droite.

Une liste portée par la seule FI est créditée à 10 % également contre 12,5% en 2018

La FI a abandonné son ancienne stratégie Plan A/Plan B et défend aujourd'hui une vision

européenne mainstream. Manon Aubry n'a de cesse de mettre en avant les victoires obtenues au PE, sans pour autant faire campagne pour remettre en cause les traités européens, du fait sûrement de sa stratégie NUPES actuelle pour ne pas effrayer ses partenaires pro-fédéralistes.

Nous sommes aujourd'hui, la seule force politique qui ne se résigne pas à accepter les traités européens tels qu'ils sont constitués, le PCF a le mérite de la cohérence sur le projet européen. Nous nous sommes systématiquement opposés aux traités libéraux et nous continuerons à le faire durant ces élections européennes. Le PCF est entre 3 et 5 % des intentions de vote, en 2018 elles étaient de 1,5%. Bien sûr il ne s'agit ici que de sondage. L'addition des listes avoisinerait les 35 % et permettrait par conséquent de faire élire environ 35 députés, contre une grosse vingtaine en cas de liste unique.

Au-delà d'un point de vue purement stratégique, notre dernier congrès nous a donné comme mandat de présenter une liste de large rassemblement, défendant notre vision de refondation complète de l'Union européenne, en rupture avec les traités existants.

Présenter une liste car nous aurons besoin de clarté et de cohérence dans ces débats européens.

En plus de la remise à l'ordre du jour des traités austéritaires. Charles Michels a également abordé le sujet de l'élargissement de l'Union européenne à l'Ukraine, la Moldavie, l'Albanie, le Monténégro, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine d'ici 2030. Dans cette Europe libérale, l'intégration de nouveaux pays dans lesquels les salaires sont extrêmement bas, signifiera le renforcement de la mise en concurrence entre les travailleurs, nécessairement l'accroissement de la pauvreté, l'augmentation des délocalisations et donc, in fine, la destruction de nos emplois. Et pour les pays extra-communautaires concernés, cela ce serait l'imposition à ses États des traités austéritaires comme à pu le connaître la Grèce.

L'environnement et la lutte pour sa préservation seront également un sujet majeur de ces élections. La neutralité carbone repoussée à 2050 montre le manque d'ambition de l'Europe pour le climat.

Nous y proposerons notre plan climat avec la Neutralité carbone pour notre production énergétique, les investissements dans les services publics, la rénovation thermique des logements, la réindustrialisation pour retrouver de l'emploi et réduire notre empreinte carbone due aux importations et plus élevée que celle de la Chine par habitant.

Le choix de l'Allemagne de fermer ses centrales nucléaires et d'ouvrir des centrales à gaz et à charbon est l'illustration de l'échec à décarboner la production électrique sans l'énergie nucléaire.

Nous aurons également à plancher sur la PAC et la nécessité de la refonder, afin de préserver les exploitations agricoles existantes, de faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs, permettre des productions durables respectueuses du vivant afin de préserver notre modèle agricole paysan et assurer notre souveraineté alimentaire.

Nous sommes aussi les premiers défenseurs de la Paix en Europe et dans le monde. Défendre la Paix est en soi un projet de société pour l'Union Européenne.

Ces premiers éléments non exhaustifs devront nous servir de base de travail à la mise en dynamique des communistes et la construction de notre projet pour cette campagne européenne autour des bases fixées par la résolution du CN de juillet autour de la nécessité de défendre la souveraineté démocratique des peuples et des nations comme base

essentielle à une autre construction européenne.

Notre projet devra aussi bien défendre la souveraineté politique, industrielle, agricole, alimentaire, commerciale, et la fin des traités de libre-échange, à commencer par le traité UE/Merco sur et enfin énergétique, par la sortie du marché spéculatif de l'énergie, et la maîtrise publique de l'énergie de la production à la distribution fondée sur la maîtrise des prix et sur un mix énergétique entre le nucléaire et les énergies renouvelables afin de réaliser la décarbonation nécessaire de l'économie.

Ce projet est le plus à même de nous adresser largement à la population, à leur quotidien, aux travailleurs de ce pays victimes des politiques libérales de l'UE. Il nous faut le rendre intelligible, le faire connaître nécessite une implication pleine et entière du parti.

Nous avons un projet, celui que je viens d'esquisser.

Nous devons aujourd'hui passer de chef de file à tête de liste. Notre objectif aujourd'hui est clair : construire une liste de rupture avec les traités européens avec des partenaires et des personnalités qui partagent notre visée, nous permettant de dépasser les 5 % et par là même de permettre au Parti communiste de revenir sur les bancs du Parlement européen avec la GUE.

Dans chaque fédération se tiennent des Assemblées comme celle que l'on tient aujourd'hui. Nos débats vont alimenter notre conférence européenne du 14 octobre. Cette conférence aura plusieurs objectifs

1. Entériner les axes majeurs de notre campagne et de notre projet européen en partant de la résolution du dernier CN dont je viens de vous donner les éléments
2. Adopter la stratégie du PCF pour ces élections.

Ensuite le CN validera l'ensemble de ces points qui ont pour but d'entériner une feuille de route pour la construction de la liste et d'affiner le projet.

La conférence pourra établir un calendrier et un plan de travail sur la construction de la liste pour qu'on puisse la soumettre au vote des communistes au premier trimestre 2024.

Elle doit nous permettre d'annoncer notre volonté de construire une liste de large rassemblement sur ce projet avec des candidatures qui vont donner une couleur à notre liste, avec la représentation de forces politiques partenaires, des syndicalistes, des travailleurs impactés directement par les directives européennes (énergéticiens, cheminots, pêcheurs, éleveurs...), des élus (relais dans les territoires).

Sur la conférence européenne du 14 octobre, afin de faciliter les échanges, elle sera composée des membres du CN, des parlementaires, d'un représentant par fédération et d'invités. Je n'en connais pas encore les modalités. Je vous invite au débat.

Je vous remercie.